



## SOMMAIRE

	Pages
Point 10 de l'ordre du jour :	
Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation .....	1583
Point 11 de l'ordre du jour :	
Rapport du Conseil de sécurité .....	1583
Point 14 de l'ordre du jour :	
Rapport de la Cour internationale de Justice .....	1584
Point 3 de l'ordre du jour :	
Pouvoirs des représentants à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale ( <i>fin</i> ) :	
b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs	
Deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs .....	1584
Point 37 de l'ordre du jour :	
Politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement sud-africain ( <i>suite</i> ) :	
a) Rapports du Comité spécial de l' <i>apartheid</i> ;	
b) Rapport du Secrétaire général	
Rapport de la Commission politique spéciale .....	1593

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

*En l'absence du Président, M. Aké (Côte d'Ivoire),  
vice-président prend la présidence.*

## POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Secrétaire général sur l'activité  
de l'Organisation

1. Le PRÉSIDENT : Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation et l'introduction à ce rapport portent sur la période allant du 16 juin 1973 au 15 juin 1974 [A/9601 et Add.1]. Traditionnellement, l'Assemblée générale se contente de prendre note du rapport annuel du Secrétaire général et de l'introduction au rapport, à laquelle on s'est référé à plusieurs reprises au cours de la discussion générale dans cette assemblée. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale souhaite suivre cette pratique.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

## Rapport du Conseil de sécurité

2. Le PRÉSIDENT : Le rapport du Conseil de sécurité porte sur la période allant du 16 juin 1973 au 15 juin 1974 [A/9602]. Un projet de résolution [A/L.756] a été présenté par l'Autriche, l'Indonésie et le Pérou.

3. M. DRISS (Tunisie) : Le rapport publié sous la cote A/9602 se rapporte aux activités du Conseil de sécurité pour la période allant du 16 juin 1973 au 15 juin 1974. Il vient d'être mis en circulation dans toutes les langues, quelques jours avant son examen par l'Assemblée générale. Nous nous trouvons ainsi devant une situation de fait où il nous est difficile de présenter des observations et des commentaires, comme nous l'avons fait au cours des années précédentes, au sujet d'un document que nous n'avons pu obtenir à temps, d'autant plus que le point 11 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale n'est soumis à notre examen qu'à cette dernière étape de notre session.

4. Nous continuons à penser que le Conseil de sécurité agissant au nom de l'Assemblée, doit tenir compte des recommandations de l'Assemblée générale qui lui sont présentées, soit au cours de ses débats sur les différentes questions à l'ordre du jour, soit à l'occasion de son rapport annuel ou de rapports intermédiaires qui sont présentés conformément au paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte. Il est pour le moins curieux de constater que le Conseil de sécurité s'est borné à mentionner sans commentaires, au paragraphe 708 de son rapport [A/9602], la communication concernant la résolution 3186 (XXVIII) de l'Assemblée générale relative au rapport du Conseil de sécurité — c'est-à-dire la lettre du Secrétaire général du 28 janvier 1974<sup>1</sup>, transmettant au Conseil le texte de cette résolution. Rappelant que, par cette résolution adoptée le 18 décembre 1973, l'Assemblée générale appelle l'attention du Conseil de sécurité sur les vues des États et les suggestions des États Membres, comme suite aux résolutions 2864 (XXVI) et 2991 (XXVII) de l'Assemblée générale, nous nous bornons cette année à rappeler ces résolutions et à souligner la nécessité de renforcer l'action du Conseil de sécurité, qui devrait faire écho aux diverses recommandations de l'Assemblée générale.

5. Le temps nous manque cette année pour faire des commentaires plus substantiels sur les aspects positifs de l'action du Conseil, que nous reconnaissons. Nous nous associons à l'approbation du rapport qui nous est présenté, avec cette réserve et l'espoir que le rapport du Conseil de sécurité couvrant la période allant de juin 1974 à juin 1975 sera mis en circulation avant l'ouverture de la trentième session de l'Assemblée générale, qui l'examinera à une date moins avancée de ses travaux et non pas sous la pression des dernières heures de la session.

6. Je suis convaincu que le Secrétaire général et ses collaborateurs, à qui je tiens, au nom de la délégation tunisienne, à rendre un hommage sincère, continueront, comme ils l'ont fait par le passé, à nous prêter leur concours pour que s'établisse entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, la coopération nécessaire prévue par la Charte. C'est dans l'harmonisation de nos efforts à tous, grands et petits, grandes

puissances et pays du tiers monde, que peut naître un monde meilleur fondé sur la justice, un monde où la paix ne soit par un intermède entre deux conflits.

7. Le PRÉSIDENT : Aucune autre délégation ne souhaitant prendre la parole, puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/L.756 ?

*Le projet de résolution est adopté [résolution 3322 (XXIX)].*

8. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique pour expliquer la position de sa délégation.

9. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : A propos de la résolution qui vient d'être adoptée et des rappels, dans le préambule de cette résolution, des résolutions antérieures, ma délégation voudrait faire la déclaration suivante. La délégation soviétique souligne, une fois de plus, que le renforcement de l'efficacité du Conseil de sécurité relève exclusivement de la compétence du Conseil lui-même. Toute tentative faite pour imposer au Conseil, par la force et de l'extérieur, une solution quelconque, toute tentative qui pourrait être faite par d'autres organes des Nations Unies — notamment par l'Assemblée générale — pour mêler à ce processus le Secrétaire général, est contraire à la Charte des Nations Unies et n'a rien de commun avec la tâche de donner plus d'efficacité au Conseil de sécurité.

## POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

### Rapport de la Cour internationale de Justice

10. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant examiner le rapport de la Cour internationale de Justice pour la période allant du 1<sup>er</sup> août 1973 au 31 juillet 1974 [A/9605]. Si aucune délégation ne désire prendre la parole sur ce point, je comprends que l'Assemblée générale prend acte du rapport de la Cour internationale de Justice.

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Pouvoirs des représentants à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale (*fin*)<sup>\*</sup> :

b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

### DEUXIÈME RAPPORT DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS (A/9779/ADD.1)

11. M. YANGO (Philippines) [Président de la Commission de vérification des pouvoirs] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'examen de l'Assemblée générale le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs [A/9779/Add.1].

12. La Commission de vérification des pouvoirs a tenu sa 65<sup>e</sup> séance, le 12 décembre 1974, et a examiné le cas des délégations qui n'avaient pas encore

communiqué de pouvoirs au Secrétaire général dans la forme prévue par l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale depuis la décision prise par la Commission à sa 64<sup>e</sup> séance, le 27 septembre 1974. Le Secrétaire général adjoint, Conseiller juridique, a déclaré que, depuis le débat du 28 septembre 1974 sur le dernier rapport de la Commission à l'Assemblée générale [A/9779], des pouvoirs dans la forme prévue par l'article 27 du règlement intérieur avaient été communiqués au Secrétaire général pour toutes les délégations en question, sauf pour les Maldives qui n'étaient pas représentées à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale et pour le Pérou — car dans ce dernier cas, par suite de difficultés postales, le Secrétaire général n'avait reçu communication que d'une copie des pouvoirs initialement signés par le Président de la République du Pérou.

13. Le Président a estimé que la Commission voudrait peut-être accepter les pouvoirs communiqués au Secrétaire général dans la forme envisagée dans l'article 27 du règlement intérieur et, dans le cas du Pérou, accepter à titre exceptionnel les pouvoirs communiqués pour les représentants de cet Etat Membre, étant entendu que les pouvoirs en bonne et due forme seraient transmis dès que possible.

14. Après discussion, comme on le verra dans le document A/9779/Add.1, la Commission a adopté le projet de résolution ci-après, par 5 voix contre une, avec 3 abstentions :

*“La Commission de vérification des pouvoirs,*

*“Ayant examiné le cas des représentants pour lesquels il n'avait pas été communiqué de pouvoirs dans les formes requises par l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale au moment de l'établissement de son premier rapport (A/9779),*

*“1. Accepte à titre exceptionnel les pouvoirs communiqués pour le représentant du Pérou, étant entendu que des pouvoirs en bonne et due forme seront envoyés le plus tôt possible;*

*“2. Accepte les pouvoirs de tous les représentants des autres Etats Membres qui ont été communiqués depuis la date de l'établissement de son premier rapport.”*

15. J'ai donc l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale, pour adoption, le projet de résolution suivant :

*“L'Assemblée générale,*

*“Approuve le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/9779/Add.1).”*

16. Le PRÉSIDENT : Je vais maintenant donner la parole aux orateurs qui se sont inscrits pour participer au débat sur ce point. Etant donné qu'il s'agit d'un sujet largement débattu déjà par l'Assemblée, je voudrais les inviter à se limiter à l'essentiel, afin de nous permettre d'achever nos travaux de ce matin à une heure raisonnable.

17. M. KELANI (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Il y a cinq ans, en tant que Membre des Nations Unies, le Cambodge envoyait ses représentants légitimes aux sessions de l'Assemblée générale. Toutefois, en mars 1970, grâce à l'ingérence et à l'invasion étrangères, un régime fantoche s'est installé dans la capitale, Phnom

<sup>\*</sup> Reprise des débats de la 2281<sup>e</sup> séance.

Penh. Le peuple cambodgien s'est opposé à ce gouvernement illégal et illégitime par un soulèvement qui a coûté la vie à des milliers de manifestants. Puis la révolution a éclaté dans tout le pays et le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, dirigé par Norodom Sihanouk, a pris la tête des révoltés qui voulaient la liberté et l'indépendance une fois que le pays eut subi l'invasion de forces militaires étrangères écrasantes.

18. Après quatre ans et demi de lutte, le peuple cambodgien est parvenu à limiter le pouvoir du gouvernement Lon Nol à des zones très restreintes. Ce gouvernement fantoche ne contrôle plus maintenant que moins de 10 p. 100 du territoire cambodgien, environ 15 p. 100 de la population. Aussi ne représente-t-il pas le peuple cambodgien et n'était le fait qu'il a été mis en place dans la capitale du pays et appuyé par une aide militaire, économique et financière de l'étranger, il n'aurait duré que quelques jours.

19. L'Assemblée générale se compose d'Etats souverains, à l'exception de la République khmère dont la souveraineté sur le peuple et le territoire du Cambodge est extrêmement restreinte au point que ce gouvernement n'est pas habilité à se dire représentant du peuple cambodgien ou détenteur de la souveraineté sur tout le territoire. Cela signifie de façon évidente que le gouvernement Lon Nol ne se fonde pas, depuis son instauration, sur l'autodétermination que le peuple cambodgien n'a pu exercer en toute liberté et démocratiquement, en raison de l'intervention et de l'invasion étrangères. Le Gouvernement Lon Nol est illégitime et la présence de ses représentants à l'Assemblée générale est, par conséquent, illégale.

20. La résolution 3238 (XXIX), adoptée le 29 novembre 1974 par l'Assemblée générale, c'est-à-dire il y a environ deux semaines, a souligné et réaffirmé certains de ces faits. Au troisième alinéa du préambule l'Assemblée précise qu'il existe deux gouvernements sur le territoire cambodgien. Aux paragraphes 1 et 2 de la résolution, il est nettement déclaré que deux parties opposées sont en présence dont chacune se réclame de la légitimité. Dans cette résolution, l'Assemblée n'a penché pour aucune des parties, n'a conféré à aucune d'elles certains droits qu'elle déniait à l'autre.

21. Au paragraphe 3 de la résolution l'Assemblée recommande de ne prendre aucune décision hâtive quant aux mesures à adopter avant que les Etats Membres aient eu la possibilité d'examiner le rapport du Secrétaire général qui sera soumis à l'Assemblée lors de la trentième session. Cela implique qu'aucune décision ne doit être prise en faveur de l'une ou l'autre des parties avant que l'Assemblée générale ne puisse réexaminer la question lors de la trentième session. Le principe d'égalité de traitement s'applique aux deux parties en présence. Il devrait avoir pour conséquence logique le rejet des pouvoirs du représentant de la République khmère.

22. Voilà pourquoi la délégation de la République arabe syrienne souhaiterait proposer un amendement. Il s'agirait d'ajouter les mots suivants à la fin du projet de résolution proposé par le Président de la Commission de vérification des pouvoirs dans son rapport [A/9779/Add.1] :

“sauf en ce qui concerne les pouvoirs des représentants de la prétendue République khmère<sup>2</sup>.”

Je souhaiterais que cet amendement fasse l'objet d'un vote par appel nominal.

23. M. FALL (Sénégal) : Le 29 novembre dernier, après un long et pénible débat, nous avons conclu la discussion sur la question du rétablissement des droits légitimes du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, en adoptant la résolution 3238 (XXIX). Ce texte a été adopté par 56 voix contre 54 avec 24 abstentions alors que cinq pays qui ont reconnu le Gouvernement royal du Cambodge, pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de qualifier, ont manqué l'appel des opposants. Ce qui a d'ailleurs fait dire à un journaliste que le projet de résolution sur le Cambodge a été adopté par une majorité minoritaire.

24. Cependant, pour nous, c'est le passé. L'Assemblée a rendu un verdict qui n'était pas celui que nous attendions, un verdict auquel nous nous sommes opposés jusqu'au bout; et, si nous étions appelés à recommencer, notre opposition serait encore plus vive, car nous considérons jusqu'à présent que le seul gouvernement légitime du Cambodge est le Gouvernement royal d'union nationale dirigé par le prince Norodom Sihanouk. Mais la question n'est plus là. Pour l'heure, nous sommes en présence d'une décision de l'Assemblée, laquelle est immédiatement et totalement applicable.

25. Le Président de la Commission de vérification des pouvoirs nous a dit tout à l'heure, en schématisant, comment les travaux se sont déroulés. Au cours de l'examen auquel a procédé cette commission, nous avons été appelés à expliquer à ses membres que la décision qui a été prise par l'Assemblée générale concernant le Cambodge [résolution 3238 (XXIX)] avait deux caractéristiques fondamentales : tout d'abord, elle ne reconnaît à aucune des deux parties en présence se réclamant de droits légitimes au Cambodge, le privilège exclusif de représenter le pays.

26. Ensuite, deuxième caractéristique, l'Assemblée décide de ne pas insister pour que de nouvelles mesures soient prises avant que les Etats Membres de l'ONU aient eu l'occasion d'examiner le rapport que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale, l'année prochaine, au cours de la trentième session.

27. C'est donc en considération de ces deux données que nous avons proposé, à la Commission de vérification des pouvoirs de surseoir à statuer sur les pouvoirs de la prétendue République khmère. Il ne nous avait pas semblé alors que la Commission éprouverait de grosses difficultés à se rallier à cette thèse. Mais nous avons eu la surprise de voir le chef de la délégation des Etats-Unis prendre la parole pour marquer son opposition à un tel point de vue. Ce comportement nous a paru d'autant plus paradoxal que la délégation des Etats-Unis avait non seulement favorisé l'adoption de la résolution 3238 (XXIX), mais paraissait même en être, de toute évidence, sinon le père, du moins l'accoucheur. Cette opposition américaine a entraîné, comme il fallait s'y attendre étant donné la composition de la Commission, le rejet de la proposition que nous avons faite et qui reposait sur le respect des décisions de l'Assemblée.

28. Le rapport de la Commission qui a été distribué ce matin [A/9779/Add.1], donne la genèse des discus-

sions qui ont eu lieu à cette occasion et de la décision qui s'ensuivit.

29. Comme nous avons eu l'occasion de le dire à la Commission, nous estimons que ce n'est pas le moment d'ouvrir à nouveau le débat sur la question du Cambodge. Mais nous pensons également que nous avons l'obligation de respecter les décisions prises par l'Assemblée. Or, il semble que ce soient ceux-là même qui ont été à l'origine de la décision qui voudraient maintenant la violer.

30. Comme vous le savez, Monsieur le Président, après le vote du projet de résolution qui est devenu la résolution 3238 (XXIX), je suis monté à la tribune pour attirer l'attention de l'Assemblée sur un certain nombre de considérations, et lui demander d'en prendre acte [2302<sup>e</sup> séance, par. 24 à 36].

31. Entre autres considérations, j'ai demandé tout d'abord à l'Assemblée de prendre acte du fait que, dans la résolution qu'elle a adoptée il n'est fait nullement mention du droit du gouvernement Lon Nol à représenter même provisoirement l'ensemble du peuple cambodgien au sein de l'Assemblée. Au paragraphe 1 de cette même résolution 3238 (XXIX), l'Assemblée

*“Demande à toutes les puissances qui exercent une influence sur les deux parties au conflit d'utiliser leurs bons offices pour amener les deux parties à la conciliation afin de rétablir la paix au Cambodge.”*

Enfin le paragraphe 3 qui, dans les circonstances actuelles, nous paraît le plus important, a également été adopté. Dans ce paragraphe l'Assemblée

*“Décide de ne pas insister pour que de nouvelles mesures soient prises avant que les Etats Membres aient eu l'occasion d'examiner le rapport du Secrétaire général.”*

Ce rapport du Secrétaire général devra nous être présenté à l'Assemblée générale, l'année prochaine, au cours de sa trentième session. Cela est également écrit noir sur blanc dans le projet de résolution.

32. Il va sans dire que l'Assemblée est maîtresse de son règlement, mais si, par extraordinaire, nous devions revenir sur notre décision, nous devrions le faire en appliquant l'article 81 du règlement intérieur, c'est-à-dire que nous devrions d'abord prendre une décision à la majorité des deux tiers sur l'opportunité d'examiner à nouveau le paragraphe 3 de la résolution 3238 (XXIX). En effet, l'article 81 du règlement intérieur de l'Assemblée générale dit :

*“Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau au cours de la même session, sauf décision contraire de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.”*

33. Or, ce que l'on nous demande maintenant dans le projet de résolution que le Président de la Commission de vérification des pouvoirs nous a soumis, c'est de revenir sur un vote qui a déjà eu lieu, c'est-à-dire sur les dispositions du paragraphe 3 de la résolution 3238 (XXIX). Nous pensons que cela ne ferait pas très sérieux, surtout si, comme nous l'avons déjà dit, ce sont les promoteurs mêmes de cette résolution qui commencent à en violer les prescriptions.

34. Avant d'entrer dans cette salle, j'ai pris la précaution de relire le procès verbal de notre séance du 29 novembre [2302<sup>e</sup> séance]. J'ai effectivement constaté que je ne m'étais pas trompé et qu'aucune délégation n'avait soulevé la moindre objection quand j'ai demandé à l'Assemblée de prendre acte des considérations dont je viens de faire état. Donc, il s'agissait bien d'un sentiment partagé par l'ensemble de l'Assemblée. D'ailleurs, le texte lui-même est assez clair et ne laisse place à aucune équivoque. Et c'est pourquoi le moins que nous puissions faire à présent serait de ne pas accepter les pouvoirs qui pourraient nous être présentés par l'une quelconque — je dis : l'une quelconque — des deux parties se réclamant — et je cite encore la résolution — “de droits légitimes au Cambodge”. C'est la raison pour laquelle ma délégation appuie le projet d'amendement que vient de nous présenter le représentant de la République arabe syrienne [par. 22 ci-dessus], et je demande à l'Assemblée de ne pas se déjuger en revenant sur une résolution qu'elle a votée — j'avoue que je ne l'avais pas votée moi-même — mais qui est devenue à présent une résolution de l'Assemblée générale.

35. Pour ce qui concerne les dispositions de l'article 81, si, dans votre esprit, il existait un doute quelconque sur l'opportunité de sa mise en vigueur, je vous demanderais de consulter le Conseiller juridique des Nations Unies afin qu'il puisse nous donner son avis sur la question.

36. Le PRÉSIDENT : Nous en viendrons à certains points soulevés par le représentant du Sénégal en temps opportun.

37. Avant de donner la parole au prochain orateur inscrit, je voudrais inviter l'Assemblée à clore à midi la liste des représentants qui veulent participer au débat sur cette question. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai qu'il en est ainsi décidé.

*Il en est ainsi décidé.*

38. M. NAÇO (Albanie) : En ce qui concerne le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, la délégation albanaise appuie totalement le projet d'amendement que vient de présenter mon collègue et ami M. Kelani, de la République arabe syrienne, et par lequel on ne reconnaît pas comme valables les pouvoirs de la clique de Lon Nol, qui ne représente rien.

39. L'on sait que cette clique est une création de la politique agressive de l'impérialisme américain, qui est maintenue au pouvoir grâce aux armes et aux dollars américains. Elle a été illégalement établie à Phnom Penh par le coup d'Etat fasciste organisé par les Etats-Unis afin de servir leur politique et leur stratégie globale au Cambodge et dans toute l'Indochine. Elle ne représente nullement les intérêts ni les aspirations du peuple cambodgien, mais bien ceux de ses patrons américains, qui l'ont portée au pouvoir. Le seul gouvernement légitime du peuple cambodgien, qui jouit de la confiance et du soutien de tout le peuple cambodgien, est le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, présidé par Samdech Norodom Sihanouk. Il contrôle plus de 90 p. 100 du territoire du pays et 85 p. 100 de la population du Cambodge vit dans les zones qu'il administre. Tous les membres du gouvernement, à l'exception du Ministre des affaires étrangères, vivent et travaillent à l'intérieur du Cam-



bodge, où ils organisent et dirigent toute la vie du pays et guident la lutte du peuple cambodgien pour la libération totale du Cambodge, des envahisseurs étrangers et des traîtres du pays.

40. Le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge jouit du soutien total et puissant de beaucoup de pays. Son autorité et son prestige, dans l'arène internationale, ont beaucoup augmenté. Plus de 62 pays ont des rapports et entretiennent des relations diplomatiques avec lui. En tant que tel, seul le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge — et lui seul — possède toutes les qualités requises pour représenter le Cambodge et le peuple cambodgien dans les relations internationales, y compris l'ONU.

41. Un grand nombre d'Etats, Membres de l'ONU se sont exprimés de façon résolue, tant auparavant qu'au cours de cette session, en faveur du rétablissement des droits légitimes du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge à l'ONU et pour l'expulsion des représentants du groupe de Lon Nol de l'ONU et de tous les organismes qui lui sont reliés. Mais, en poursuivant leur politique criminelle contre le peuple cambodgien et son gouvernement légitime, les impérialistes américains ont continuellement fait obstacle à la réalisation des droits légitimes du peuple cambodgien, y compris le rétablissement du droit inaliénable du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge à l'ONU.

42. Nous sommes tous témoins de la manière dont les Etats-Unis ont essayé, durant cette session aussi et par des manœuvres, des manigances et des pressions de toutes sortes, de reporter à plus tard cette juste demande des Etats Membres. En réalisant cette manœuvre, les Etats-Unis tentent de prolonger la vie de leurs fantoches de Phnom Penh, afin de les utiliser le plus longtemps possible au service de leur politique agressive au Cambodge et dans toute l'Indochine.

43. En tout cas, ni les agissements agressifs des impérialistes américains au Cambodge, ni leurs ruses, ici, à l'ONU ne peuvent et ne pourront jamais mettre à genoux le vaillant peuple cambodgien, son Front uni national du Kampuchea et le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, pour qui les objectifs à atteindre et la voie à suivre en vue de remporter la victoire sont clairs. Ils sont conscients du fait que c'est seulement grâce à leur lutte résolue et sans compromis qu'ils infligeront la défaite aux impérialistes américains et à la clique fantoche de Phnom Penh. Cela a été également souligné récemment dans les déclarations du chef du Front uni national du Kampuchea, Samdech Norodom Sihanouk.

44. La juste lutte du peuple cambodgien a sans cesse trouvé le soutien et l'appui multilatéraux des peuples du monde épris de liberté. Les victoires successives remportées par les patriotes cambodgiens les réjouissent infiniment. D'autre part, c'est un rôle de faux amis à l'égard du peuple cambodgien que sont en train de jouer les socio-impérialistes soviétiques qui, sous différentes formes, entretiennent des rapports avec la clique de Phnom Penh.

45. L'usurpation du siège du Cambodge à l'ONU par une clique de traîtres jouissant de l'appui direct des Etats-Unis constitue une violation flagrante des principes de la Charte, sur lesquels sont fondées les Nations Unies, et, en même temps, un précédent

grave dans l'activité de notre organisation. Les peuples et les pays épris de paix exigent que l'on mette un terme le plus tôt possible à une telle situation, qui compromet ouvertement le nom de notre organisation, que les représentants de la clique de Lon Nol soient expulsés de l'ONU et que les représentants du Gouvernement Royal d'Union nationale du Cambodge, présidé par Samdech Norodom Sihanouk, soient appelés à occuper ici la place qui leur revient.

46. Le peuple et le Gouvernement albanais se tiendront comme toujours aux côtés du peuple cambodgien dans sa lutte de libération jusqu'à la réalisation totale et finale de toutes ses aspirations.

47. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer l'Assemblée générale que, conformément à la décision qu'elle a prise [voir par. 37 ci-dessus], la liste des orateurs est close.

48. M. OR KOSSALAK (République khmère) : Bien que surpris et peiné par certaines interventions mal à propos concernant les pouvoirs de ma délégation nous avons accueilli avec satisfaction la conclusion du deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs [A/9779/Add.1]. Ma délégation votera pour l'adoption de ce rapport.

49. Au nom de la délégation de la République khmère, je tiens à rendre hommage aux membres de la Commission de vérification des pouvoirs qui ont reconnu l'authenticité des pouvoirs de ma délégation présentés, je me permets de le souligner, en bonne et due forme, conformément à l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. J'ose espérer que tous les membres de cette auguste assemblée qui ont foi en les principes fondamentaux de la Charte régissant l'Organisation approuveront le second rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

50. Répondant respectueusement, Monsieur le Président, à vos appels réitérés à la sérénité et à la dignité qui doivent présider aux débats concernant ce grave problème de la guerre et de la paix, je m'abstiendrai de répondre aux allégations injustes de la part de certaines délégations à l'égard des représentants du Cambodge, reconnu par les Nations Unies sous la nouvelle appellation de République khmère depuis le 9 octobre 1970. Je voudrais tout simplement souligner que la République khmère a été régulièrement représentée aux vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième sessions de l'Assemblée générale, sans parler de sessions extraordinaires et conférences internationales ou régionales placées sous l'égide de l'ONU. Les pouvoirs de ses représentants ont toujours été acceptés comme valides.

51. Je n'estime pas nécessaire de m'étendre ici pour ce qui est de la représentation khmère au sein de cette organisation, depuis le 18 mars 1970, date de la destitution légale du prince Norodom Sihanouk par le Parlement khmer. Il existe dans les archives du Secrétariat de l'ONU une correspondance et des documents officiels du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale relatifs aux événements qui se sont succédé dans mon pays et qui ont marqué l'évolution et la continuité de la représentation khmère aux Nations Unies. Parmi ces documents, je me permets de me référer au texte d'un communiqué publié le 6 avril 1970 par le Secrétariat de l'ONU et selon lequel feu U Thant, alors secrétaire général, se fondant sur

la pratique en usage et sur l'avis du Département juridique, avait décidé de traiter avec les autorités qui contrôlent effectivement le gouvernement du Cambodge, en l'occurrence le gouvernement présidé par l'actuel président Lon Nol. Voici le texte de ce communiqué :

“Un télégramme a été reçu du Prince Sihanouk qui soulève des problèmes constitutionnels et juridiques susceptibles d'influencer des questions relatives aux pouvoirs des délégations. Ces questions ne sont pas décidées par le Secrétariat de l'ONU, mais lorsque le problème se pose, par les principaux organismes délibératifs de l'Organisation. En attendant de recevoir des instructions de ces organismes, la pratique normale en usage au Secrétariat a été de traiter avec les autorités qui contrôlent manifestement le gouvernement d'un Etat Membre.”

52. L'année dernière, certaines délégations, animées par des intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux du peuple khmer, ont essayé de créer un précédent grave de conséquences en substituant un gouvernement en exil à notre gouvernement installé dans notre capitale. Dans sa sagesse, l'Assemblée a décidé de ne pas prendre en considération une telle proposition et de la renvoyer à cette année. Le 29 novembre dernier, sous l'impulsion de pays épris de paix et de justice, l'Assemblée a décidé de se conformer aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat Membre. Mieux, elle ouvre les perspectives de paix et de concorde nationale pour le peuple khmer, qui a déjà tant souffert. C'est dans cet esprit que nous avons appuyé la résolution 3238 (XXIX) de l'Assemblée et que nous avons commencé à la mettre en application. Le Secrétaire général a déjà reçu l'invitation officielle de se rendre dans notre pays afin d'explorer les voies et moyens qui nous conduiront vers la paix.

53. Au lendemain même de l'adoption de la résolution 3238 (XXIX), le Président de la République khmère s'est adressé à toute la nation khmère en déclarant notamment :

“Notre objectif était et demeure celui de mettre fin aux souffrances du peuple khmer en terminant cette guerre qui n'a que trop duré. Comme je l'ai déclaré le 9 octobre dernier, si nous avons combattu depuis quatre ans et demi ce n'est ni pour le bénéfice d'un homme, ni pour celui d'un groupe d'hommes, mais pour voir triompher un idéal et certaines valeurs chères à tous les hommes, à savoir la liberté, la justice et les droits de l'homme. Nous avons combattu ceux qui voulaient nous imposer par la force des armes un système étranger à nos traditions et à nos croyances. Nous sommes prêts à terminer la lutte militaire dès que nos adversaires exprimeront le désir d'engager la discussion autour de la table de conférence.”

54. Toute tentative ou manœuvre tendant à soulever à nouveau le fond et à rejeter nos pouvoirs, au stade actuel de nos débats, à propos d'une question de procédure dont les contours juridiques ont été expressément prévus et délimités par la Charte, non seulement va à l'encontre de l'esprit et de la lettre de la résolution déjà adoptée sur le problème de notre représentation, mais encore ne peut que perturber le

processus de paix recommandé par ladite résolution et, par voie de conséquence, prolonger les souffrances du peuple khmer, souffrances auxquelles nous voulons tous mettre fin le plus rapidement possible.

55. Pour terminer, je voudrais, une fois de plus, au nom de ma délégation, renouveler solennellement, devant cette auguste assemblée, notre engagement de respecter scrupuleusement les recommandations de la résolution 3238 (XXIX) et de faire tout notre possible pour que de véritables négociations soient engagées et qu'elles débouchent le plus tôt possible sur la réconciliation et la concorde nationales, indispensables au rétablissement de la paix dans notre chère patrie.

56. M. ANWAR SANI (Indonésie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation n'a pas l'intention de rouvrir la discussion sur le fond de la question de la représentation du Cambodge, en cette dernière phase de nos travaux. Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, l'Assemblée a épuisé la question et a décidé de n'entreprendre aucune autre action avant sa trentième session. L'adoption de la résolution 3238 (XXIX) par l'Assemblée générale devrait, en principe, aboutir à la conclusion que le statut de la République khmère en tant que Membre des Nations Unies demeure inchangé, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement à sa session de l'année prochaine.

57. Ma délégation voudrait rappeler à l'Assemblée générale que les pouvoirs de la République khmère ont déjà été examinés quatre fois et que, dans chaque cas, l'Assemblée les a confirmés. La question des pouvoirs de la délégation de la République khmère ne revêt plus qu'un aspect purement technique, l'Assemblée générale, en adoptant la résolution 3238 (XXIX), ayant tranché quant aux aspects politiques de cette question, tout au moins jusqu'à l'année prochaine.

58. La question est maintenant de savoir si les pouvoirs de la République khmère répondent aux conditions énoncées à l'article 27 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, s'ils sont émis de façon régulière par le chef d'Etat ou de gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères de la République khmère. La Commission de vérification des pouvoirs a estimé que les pouvoirs étaient dûment établis et ma délégation ne voit pas pour quelle raison l'Assemblée générale devrait à nouveau entreprendre un débat sur la question de la représentation du Cambodge. Pour sa part, ma délégation ne le souhaite pas. Nous estimons que la discussion sur cette question est close.

59. D'une manière ou d'une autre, nous avons exprimé nos inquiétudes quant au prestige des Nations Unies. Nous avons parlé du manque de crédibilité et du manque d'autorité de l'Organisation. Ma délégation pense que nous, Membres des Nations Unies, devrions être les premiers à maintenir ce prestige, les premiers à montrer notre respect de la crédibilité et de l'autorité des Nations Unies en n'allant pas à l'encontre des décisions qu'elle adopte. Dans le cas de la représentation de la République khmère, l'Assemblée générale a pris une décision. N'agissons pas, nous Membres de l'ONU, contre cette décision en introduisant des amendements contraires à sa lettre et à son esprit, quelques semaines seulement après l'adoption de cette décision.

60. Je lance un appel à mes amis pour qu'ils permettent à l'Assemblée d'adopter le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs sous sa forme actuelle et qu'ils s'abstiennent de développer tout argument sur le fond de la question jusqu'à l'année prochaine, lorsque l'Assemblée générale discutera à nouveau la question du Cambodge. Qu'ils émettent des réserves, soit, mais, puisqu'ils ont présenté un amendement au rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, ma délégation votera contre cet amendement. D'ici la trentième session de l'Assemblée générale peut-être aura-t-on trouvé une solution qui évitera une reprise de la polémique sur cette question. Ma délégation envisage la possibilité d'un effort combiné pour mettre fin aux combats au Cambodge et aux souffrances du peuple khmer, sur la base de la résolution 3238 (XXIX). Unissons nos efforts pour rétablir la paix au Cambodge.

61. M. BAROODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Qu'il soit clair, dans l'esprit de chacun de nous, que la Commission de vérification des pouvoirs n'est pas un organe composé de juristes. Chaque année, la Commission de vérification des pouvoirs est nommée par le Président de l'Assemblée générale pour siéger avec les représentants du Secrétaire général qui appartiennent au Département juridique afin de vérifier les signatures des pouvoirs des représentants des Etats Membres de l'Organisation. Ce n'est qu'en 1970, en raison du mécontentement éprouvé par bon nombre d'entre nous à l'égard de la politique d'*apartheid* pratiquée par l'Afrique du Sud et en raison de la déception que nous en ressentions, que certains de nous ont pensé que nous pourrions donner le droit à la Commission de la vérification des pouvoirs d'examiner avec soin la validité, ou la non-validité, des pouvoirs de tout Etat Membre de l'Organisation.

62. Je suis ici depuis le début et je maintiens qu'avant 1970, personne n'avait mis en doute le fait que la Commission de vérification des pouvoirs n'était qu'un organe à caractère technique, formel. Je répète donc que cet organe n'a pas le droit de se prononcer sur des lettres de créance en dehors des formalités de vérification d'authenticité des signatures figurant sur les lettres de créance présentées par les gouvernements des Etats Membres.

63. En outre, la Commission de vérification des pouvoirs n'a pas le droit non plus de se prononcer sur la question de savoir quel Etat a un gouvernement de fait et quel Etat a un gouvernement de droit. Je regrette de devoir dire que depuis 1970, les discussions telles que celles qui ont eu lieu à propos des prétendues prérogatives de la Commission de vérification des pouvoirs sont contraires au règlement et nous font perdre beaucoup de temps. La situation dans laquelle nous nous trouvons résulte soit d'un sens de frustration chez certains, comme cela s'est d'ailleurs passé lors du vote à propos de la suspension de l'Afrique du Sud, soit du doute face auquel se trouvent les Nations Unies sur la représentativité du peuple cambodgien. Nous ne pouvons pas accepter la parole d'un Etat, qu'il soit puissant ou non, selon laquelle un gouvernement ou un autre représente le peuple d'un pays, car si nous acceptions ce fait, nous établirions un précédent très grave.

64. Mais il y a des moyens pour savoir dans ce cas si le Cambodge doit être représenté par le gouvernement du prince Sihanouk ou par le gouvernement dont les représentants sont assis avec nous dans cette salle. Ces moyens sont très clairs. La question doit être renvoyée à la Sixième Commission, dont la décision ne serait d'ailleurs pas définitive. A son tour, la Sixième Commission nous présenterait son rapport, après avoir demandé au Secrétaire général d'envoyer une mission dans le pays — dans ce cas, le Cambodge — pour se rendre compte de la situation. Il y a là tout un processus juridique assez long. On ne peut pas accepter la parole d'un Etat qui, en raison d'intérêts spéciaux, déclare qu'il ne reconnaît pas tel ou tel gouvernement; or beaucoup de petits Etats acceptent la parole de cet Etat. Aujourd'hui ce peut être la Chine, demain ce sera l'Union soviétique, et qui sait, un autre jour, ce pourra être les Etats-Unis. Nous ne devons pas nous fier aveuglément aux paroles des uns et des autres et nous devons mettre en marche un mécanisme pour vérifier les faits. Je parle objectivement. Mais même une fois que le Secrétaire général aura envoyé une mission sur place, une commission d'enquête, pour savoir qui représente véritablement le peuple d'un pays donné, quel en est le gouvernement légitime, la question ne sera pas pour autant réglée.

65. Le rapport du Secrétaire général, joint au rapport de la Sixième Commission, devra alors être soumis au Conseil de sécurité. Que cela plaise ou non, c'est le Conseil de sécurité qui doit se prononcer sur des questions de représentation aussi essentielles. Vous pourrez alors dire : "Mais le Conseil de sécurité a le droit de veto". Dieu merci le Conseil a le droit de veto ! Sans le veto, les droits de nombreux Etats seraient foulés au pied par consensus entre les membres du Conseil. Ce serait fort possible. Cela s'est produit en 1947, non pas au Conseil de sécurité, mais ici dans cette assemblée, alors qu'elle siégeait à Lake Success.

66. Il y avait à l'époque de nombreuses puissances dotées d'empires coloniaux. Est-ce qu'à ce moment les Etats qui se faisaient les défenseurs des peuples colonisés ont proposé la suspension ou l'expulsion des puissances coloniales ? Non. Pourquoi ? Parce que l'on savait que l'on ne pourrait arriver à rien par un simple vote, même si le nombre de voix avaient été réunies. Les Nations Unies se seraient plutôt effondrées. Nous, dans cette assemblée, nous ne pouvons pas nous ériger en juges pour savoir qui doit représenter tel ou tel Etat.

67. Sans mentionner de noms pour ne pas aviver la discorde, un pays, en 1947, a été partagé et 66 p. 100 de sa population n'a pas été consultée. Et pourtant la Charte consacre le principe de l'autodétermination et j'ai eu l'honneur, ainsi que certains de mes collègues, d'élaborer ce principe en un droit dans des projets de pactes internationaux. Beaucoup d'entre nous ont été profondément déçus par l'Organisation, mais malgré le droit que nous en aurions eu, nous ne nous sommes pas rebellés contre elle. Nous avons simplement déclaré : vous n'aviez pas le droit de partager cette terre. Mais, nous n'avons pas agi de concert pour expulser cet Etat, bien qu'il soit né artificiellement et au mépris du principe du droit d'autodétermination. Pourquoi ? Parce qu'aucun Etat n'est parfait.

68. Qui sommes-nous pour nous ériger en juges ici à l'Assemblée, alors que nos résolutions n'ont que

valeur de recommandations et ne sont pas contraignantes ? Que ceci soit bien compris de tous : les résolutions que nous votons à l'Assemblée générale ne sont que des recommandations. Elles n'ont aucune valeur absolue. Voulons-nous agir comme si nous représentions un pouvoir absolu ? Dans ce cas, nous coulerions l'Organisation des Nations Unies. Car qui nous empêcherait alors, au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale, de monter une cabale dans les coulisses contre un Etat qui ne nous plaît pas et de dire que cet Etat doit être expulsé ? Qui nous empêcherait de réunir des voix qui pourraient alors être manipulées comme beaucoup d'entre nous les manipulent maintenant ? Agir de la sorte serait établir un précédent.

69. Je regarde bien en face mon bon ami du Sénégal et je lui dis que bien que ses intentions soient bonnes, comme beaucoup d'autres ici, ce n'est pas là la façon de faire. Je le dis avec tout le respect et toute l'admiration que j'éprouve pour ses arguments dialectiques parfois très habiles. Sur cette question, comme sur la plupart des questions, Baroody n'agit pas par solidarité de groupe. Et je suis heureux qu'il y en ait d'autres de notre région dans ce cas, comme le représentant de la Tunisie avec lequel je confère souvent : nous votons pour les Nations Unies, pas pour soutenir aveuglément un projet ou une cause qui finalement se révélera néfaste parce que non fondée sur les vérités de la Charte.

70. Vous ne pouvez pas faire de la Commission de vérification des pouvoirs un organisme de juristes, je le répète; par conséquent toute discussion sur ce sujet est hors de question — hors de question. C'est une perte de temps pour l'Assemblée. Qui suis-je pour parler de la sorte ? Je suis simplement l'un d'entre vous avec une expérience de 29 années, mais je n'avais jamais rien vu de tel avant 1970. En 1970 nous avons eu un Président illustre en la personne de M. Hambro, avec lequel beaucoup d'entre nous ont eu des consultations privées. Afin de donner un soutien moral à nos amis d'Afrique et d'Asie, le Président lui-même, à titre de solution temporaire, a critiqué l'*apartheid* en Afrique du Sud. Toutefois, ce n'est que cette année que nous avons commencé à agir aveuglément par esprit de solidarité. Je ne dis pas que la solidarité soit toujours aveugle, non; mais nous avons agi aveuglément par esprit de solidarité au lieu de nous préoccuper du bien-fondé de la cause en question. Je préviens l'Assemblée que si nous procédons de la même façon l'année prochaine, nous ferions mieux de mettre des boîtes à la porte de cette salle et d'y jeter nos bulletins de vote, quels qu'ils soient, sur le sujet soumis au scrutin, plutôt que de suivre la pratique de concession mutuelle que nous suivons à l'heure actuelle.

71. Je puis vous assurer que tout le travail réalisé sur cette question par la Commission de vérification des pouvoirs, pour ce qui concerne l'expulsion ou la suspension des Etats, est absolument contraire au règlement. Je regrette qu'il en soit ainsi parce que j'aimerais que les choses soient faites équitablement. Pourquoi n'avons-nous pas expulsé les puissances coloniales ? Nous nous en prenons à un petit peuple divisé par la guerre civile — sans aucun doute parce que les grandes puissances se sont ingérées dans ses affaires intérieures. Essayez donc de vous en prendre

aux Etats-Unis ou à la Chine ou à l'Union soviétique, vous les petites nations ! Le même cas s'est presque produit au cours de la dix-neuvième session, à l'époque du regretté représentant des Etats-Unis, M. Adlai Stevenson. Il ne le savait pas à ce moment mais il m'avait fait ses confidences. Il s'agissait de priver l'Union soviétique de son droit de vote parce qu'elle avait refusé de contribuer à la force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient. Elle en avait le droit. Mais il s'était révélé que conformément à la règle de la majorité elle aurait dû payer. On a dit alors que son droit de vote devait être suspendu. Il s'en est suivi une crise, une grande crise, et certains d'entre nous ont dû intervenir. J'étais assis dans la salle et j'ai dû me lever et demander à un de mes collègues de quitter la tribune. L'ordre s'est rétabli et les Américains ont vu qu'ils s'étaient trompés.

72. Nous sommes ici pour travailler ensemble et pas pour faire de l'obstruction les uns contre les autres. Voulez-vous diviser cette maison en deux camps ? Allez-y. A quoi arriverez-vous si vous divisez cette maison en deux camps ? A rien, à rien du tout. Je vous l'ai dit et je vous l'ai redit : une maison divisée contre elle-même ne peut que chanceler et s'effondrer. C'est de cette maison qu'il s'agit, la maison des Nations Unies. C'est une maison dans laquelle il faut faire preuve de sens pratique pour atténuer les antagonismes, si déçus que beaucoup d'entre nous puissent être.

73. Je regrette, Monsieur le Président, d'avoir parlé si longtemps, mais il faut changer la façon de faire. Nous ne pouvons continuer ainsi une année après l'autre. Je suis certain que le Secrétaire général sera d'accord avec moi. En tout cas, si l'on s'avise de recommencer une autre fois et que je suis ici, je ferai une histoire de tous les diables. Les diables sont en enfer — c'est peut-être un bon endroit où être avec le manque de pétrole actuel.

74. M. MINIKON (Libéria) [*interprétation de l'anglais*] : Par son rapport [A/9779/Add.1], la Commission de vérification des pouvoirs a décidé que les pouvoirs des Etats restants, reçus depuis la date du premier rapport de la Commission sont en bon ordre; en conséquence ces pouvoirs ont été acceptés. La délégation libérienne approuve sans réserves le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs et votera donc en sa faveur.

75. La position que nous avons adoptée à ce sujet s'inspire du fait que conformément à l'article 27 du règlement intérieur, l'examen des pouvoirs des représentants accrédités à l'Assemblée générale est purement une question de procédure qui se borne à entériner le choix des représentants d'un Etat Membre à la session de l'Assemblée générale; d'après cet article, les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères du pays en question, Membre des Nations Unies.

76. Ma délégation sait très bien qu'au cours de la réunion de la Commission de vérification des pouvoirs, comme à l'Assemblée, des arguments ont été élevés contre la validité des pouvoirs des représentants de la République khmère au motif que deux parties se réclament de la légitimité et qu'il n'y avait lieu de prendre aucune décision quant aux pouvoirs de la République khmère.



77. Cette décision, de l'avis de ma délégation, ne semble pas porter sur ce qui concerne la validité de ces pouvoirs puisque le critère essentiel à retenir en matière de validité des pouvoirs des représentants est que ceux-ci soient identifiés et que les documents en question émanent du chef de l'Etat ou du gouvernement, ou du ministre des affaires étrangères. Or les pouvoirs des représentants de la République khmère répondent manifestement à ces conditions, ce qui habilite ceux-ci à siéger parmi nous.

78. Dans les relations internationales, la question de la reconnaissance du gouvernement d'un Etat Membre ne se pose pas lorsqu'il s'agit de la validité des pouvoirs des représentants aux conférences internationales. Le *statu quo* du Gouvernement de la République khmère, en tant qu'Etat membre de l'Assemblée générale, n'est en aucune façon affecté par la demande faite au Secrétaire général d'accorder l'assistance nécessaire aux deux parties en présence qui se réclament de droits légitimes au Cambodge, puisque cette question relève d'une autre catégorie de points examinés par l'Assemblée générale. C'est pour toutes ces raisons que ma délégation appuie entièrement le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

79. M. HUANG HUA (Chine) [*interprétation du chinois*] : Le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, sous la direction du chef de l'Etat, le prince Norodom Sihanouk, du prince Penn Nouth, premier Ministre et de M. Khieu Samphan, premier Ministre adjoint, est le seul gouvernement légitime du Cambodge et le représentant authentique de la nation et du peuple cambodgiens. Il jouit du ferme support de larges masses du peuple cambodgien ainsi que d'une vaste reconnaissance internationale. Au Cambodge comme à l'étranger, le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge bénéficie d'un grand prestige. La clique traîtresse de Lon Nol est le rebut de la nation cambodgienne, marionnette entretenue seulement par les Etats-Unis et imposée au peuple cambodgien. Sous les coups renouvelés des forces armées de libération nationale du peuple khmer, la clique de Lon Nol ne peut que s'enfermer à Phnom Penh et dans quelques places fortes isolées, échappant à une existence précaire grâce à une aide économique et militaire massive des Etats-Unis. Il est bien sûr tout à fait illégal que cette clique de marionnettes usurpe le siège du Cambodge aux Nations Unies et les pouvoirs émanant de cette clique sont nuls et non avenue.

80. L'essence de la question du Cambodge, c'est le fait qu'une superpuissance exerce sa subversion et agresse sans retenue un pays du tiers monde qui poursuit une politique de non-alignement et que le gouvernement légitime de ce pays est illégalement privé de ses droits aux Nations Unies. La session actuelle de l'Assemblée générale, dans un souci de justice, aurait dû adopter le projet de résolution présenté par l'Algérie et par 36 autres pays en vue du rétablissement des droits légitimes du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge aux Nations Unies et de l'expulsion immédiate des Nations Unies et de toutes les organisations qui leur sont rattachées de la clique de Lon Nol. Toutefois, l'obstruction et le sabotage exercés par une superpuissance ont empêché que ce projet de résolution équitable soit adopté. Au lieu de

cela, l'Assemblée générale, à une faible majorité de deux voix, a adopté un projet de résolution élaboré par les Etats-Unis, faisant ainsi obstacle au rétablissement des droits légitimes du peuple cambodgien aux Nations Unies et permettant à la clique traîtresse de Lon Nol de s'y ancrer. Ce projet a pour but d'utiliser les Nations Unies pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Cambodge et forcer le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge à entamer de prétendues négociations avec la marionnette impérialiste, légitimant ainsi l'agression et l'intervention des Etats-Unis contre le Cambodge. Cette manière de faire s'oppose diamétralement à la volonté du peuple cambodgien et aux principes de la Charte des Nations Unies. Le chef de l'Etat cambodgien, le prince Norodom Sihanouk, a fait le 28 novembre une déclaration condamnant fermement et rejetant solennellement la prétendue résolution fabriquée exclusivement par les Etats-Unis et imposée par ceux-ci à l'Assemblée générale. Il a catégoriquement refusé d'entamer les prétendues négociations avec la clique de Lon Nol et a solennellement déclaré que le peuple cambodgien persévérerait dans sa lutte armée et n'accepterait jamais une "pax americana". La juste prise de position du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge et la détermination du peuple cambodgien de poursuivre le combat ont recueilli le ferme appui de nombreux pays du tiers monde. Cela a consacré la faillite de la résolution élaborée unilatéralement par les Etats Unis. Les droits légitimes du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge aux Nations Unies seront certainement restaurés et la clique de marionnettes traîtresse de Lon Nol est vouée à l'expulsion des Nations Unies. La délégation chinoise appuie fermement l'amendement syrien au projet de résolution sur le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs. Cela n'affecte pas notre position sur les pouvoirs d'autres représentants contenus dans le rapport. Nous espérons que tous les pays qui luttent pour la justice voteront en faveur de cet amendement et rejetteront les prétendus pouvoirs de la clique de Lon Nol.

81. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée générale va maintenant prendre une décision sur le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs [A/9779/Add.1]. Je voudrais rappeler aux membres de l'Assemblée que celle-ci est saisie d'un projet de résolution qui a été présenté oralement par le Président de la Commission de vérification des pouvoirs [voir par. 15 ci-dessus] et qui se lit comme suit :

"L'Assemblée générale

"Approuve le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/9779/Add.1)."

82. Le représentant de la République arabe syrienne a présenté un amendement à ce projet qui consiste à ajouter à la fin du projet de résolution les mots suivants :

"sauf en ce qui concerne les pouvoirs des représentants de la prétendue République khmère."

83. Je voudrais savoir si le représentant du Sénégal a, dans sa déclaration, fait une proposition formelle en vue de l'application de l'article 81 du règlement intérieur.

84. M. FALL (Sénégal) : J'ai dit tout à l'heure que, de l'avis de ma délégation, un vote sur le rapport de

la Commission de vérification des pouvoirs tel qu'il a été présenté par son Président constituait une violation de la résolution 3238 (XXIX) que nous avons adoptée à cette même session, et qu'aux termes de l'article 81 du règlement intérieur, l'Assemblée ne peut revenir sur une décision prise au cours de la même session qu'à la majorité des deux tiers. Je vous ai demandé, Monsieur le Président, de consulter le Conseiller juridique sur cette interprétation de l'article 81, après quoi je pourrai vous dire si je maintiens ma motion préjudicielle de façon formelle.

85. Le PRÉSIDENT : J'ai le regret de dire au représentant du Sénégal que je ne pourrai demander l'avis du Conseiller juridique que si sa proposition est formelle. Autrement, je ne le ferai pas.

86. M. FALL (Sénégal) : Monsieur le Président, si vous avez besoin d'une proposition formelle pour demander l'avis du Conseiller juridique, alors je vous confirme que ma proposition est formelle.

87. Le PRÉSIDENT : Ainsi, les choses sont claires.

88. M. RICHARD (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Je serai très bref, d'autant plus que le représentant du Sénégal a fait une proposition formelle en vue de demander l'avis du Conseiller juridique quant aux effets de l'article 81 du règlement sur le projet de résolution présenté oralement ce matin par le représentant des Philippines.

89. J'appuie complètement cette demande. J'ajouterai simplement qu'à mon avis, il conviendrait également de demander au Conseiller juridique son opinion sur la question de savoir si l'article 81 s'applique ou non à l'amendement présenté par le représentant de la République arabe syrienne et appuyé par le représentant du Sénégal.

90. Précisons bien que ce que nous demandons au Conseiller juridique, c'est de savoir si l'article 81 s'applique et si, par conséquent, la majorité des deux tiers est nécessaire pour l'amendement présenté par le représentant de la République arabe syrienne ainsi que pour le projet de résolution présenté oralement ce matin par le représentant des Philippines.

91. Je pense que notre bon ami et collègue du Sénégal a rendu un grand service à l'Assemblée en agissant comme il l'a fait. En effet, avant de procéder au vote, il convient de savoir exactement sur quoi nous votons et quel est le genre de vote auquel nous devons procéder. Je sais que le Conseiller juridique est avec nous ce matin, c'est pourquoi je pense qu'on peut lui demander son avis et qu'il pourra nous le donner rapidement afin que nous puissions passer au vote.

92. Le PRÉSIDENT : Conformément à la motion formelle présentée par le représentant du Sénégal et appuyée par le représentant du Royaume-Uni, je demande au Conseiller juridique de nous donner son avis.

93. M. SUY (Conseiller juridique) : Pour répondre à la première question, qui nous a été posée par le représentant du Sénégal ainsi que par le représentant du Royaume-Uni, je voudrais donner l'avis juridique suivant.

94. L'adoption du rapport de la Commission de vérification des pouvoirs, telle que proposée par son Président, ne signifie pas un réexamen de la résolution 3238 (XXIX) adoptée le 29 novembre 1974. En effet,

si l'Assemblée a décidé — et je cite : "... de ne pas insister pour que de nouvelles mesures soient prises..." la décision en question se réfère au point intitulé "Rétablissement des droits légitimes du Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies". L'adoption du rapport de la Commission impliquerait l'acceptation des pouvoirs des représentants de la République khmère à la vingt-neuvième session et continuerait la situation de fait existante. Elle ne saurait, par conséquent, être considérée comme une nouvelle mesure.

95. En ce qui concerne la question posée par le représentant du Royaume-Uni, à savoir si l'adoption de l'amendement proposé par le représentant de la République arabe syrienne nécessiterait une majorité des deux tiers, je voudrais donner l'avis juridique suivant :

96. L'amendement syrien doit être vu, à mon avis, à la lumière du paragraphe 3 de la résolution 3238 (XXIX). L'adoption de cet amendement impliquerait que l'Assemblée ne prendrait aucune mesure concernant les pouvoirs des représentants de la République khmère. Par conséquent, cette proposition ne nécessiterait pas non plus les deux tiers prévus par l'article 81 du règlement intérieur.

97. Le PRÉSIDENT : Je remercie le Conseiller juridique de ses avis. Nous allons donc immédiatement mettre aux voix les deux propositions dont nous sommes saisis, à savoir le projet de résolution et l'amendement.

98. L'article 81 du règlement intérieur n'étant pas applicable en la matière, nous procéderons comme à l'habitude. Je mettrai d'abord aux voix l'amendement de la République arabe syrienne [*voir par. 82 ci-dessus*] et, ensuite, après que l'Assemblée aura pris sa décision, nous voterons sur le texte même du projet de résolution. Un vote par appel nominal a été demandé.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par les Emirats arabes unis dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour :* République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Bhoutan, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, Guinée équatoriale, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Inde, Irak, Koweït, République arabe libyenne, Madagascar, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mongolie, Népal, Niger, Pakistan, Pologne, Roumanie, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Togo, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*Votent contre :* Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Danemark, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Fidji, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Grenade,

Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Malawi, Malaisie, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Oman, Panama, Paraguay, Philippines, Portugal, Qatar, Rwanda, Arabie saoudite, Singapour, Espagne, Swaziland, Thaïlande, Turquie.

*S'abstiennent :* Emirats arabes unis, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Birmanie, Chypre, Ethiopie, Finlande, France, Jamaïque, Laos, Liban, Maroc, Nigéria, Pérou, Sri Lanka, Suède, Trinité-et-Tobago, Tunisie.

*Par 61 voix contre 53, avec 19 abstentions, l'amendement est rejeté<sup>3</sup>.*

99. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution présenté par le Président de la Commission de vérification des pouvoirs.

*Par 85 voix contre 6, avec 41 abstentions, le projet de résolution est adopté [résolution 3323 (XXIX)].*

100. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant entendre les représentants qui veulent expliquer leur vote après le scrutin.

101. M. KELANI (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Ma délégation veut exprimer ses réserves quant aux pouvoirs du représentant d'Israël.

102. Nous contestons les pouvoirs du représentant des autorités sionistes, qui ne représentant qu'une autorité impérialiste expansionniste qui occupe les territoires arabes et usurpe les droits du peuple palestinien.

103. M. BARROMI (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté pour le deuxième rapport de la Commission de vérification des pouvoirs [A/9779/Add.1] dans la mesure où il confirme les pouvoirs des délégations à cette session de l'Assemblée générale.

104. Nous avons voté contre l'amendement proposé par la Syrie, en nous fondant, entre autres raisons, sur le principe de l'universalité des Nations Unies, auquel Israël a toujours adhéré.

105. Puisque j'ai la parole, je crois devoir apporter une précision à propos de la diatribe que vient de lancer le représentant de la Syrie contre Israël. Les pouvoirs de la délégation israélienne ont été dûment émis et présentés en conformité du règlement intérieur, comme le dit la Commission de vérification des pouvoirs. Nous rejetons donc entièrement et catégoriquement les affirmations tendancieuses, partiales et non fondées du représentant de la Syrie.

106. M. TSHERING (Bhoutan) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Bhoutan s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution présenté par le Président de la Commission de vérification des pouvoirs. Notre abstention ne doit pas être interprétée comme une réserve sur les pouvoirs de tous les Etats Membres faisant l'objet du rapport, mais comme un refus de l'amendement présenté par la République arabe syrienne.

## POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*\*) :

- a) Rapports du Comité spécial de l'*apartheid*;
- b) Rapport du Secrétaire général

### RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE (A/9931)

107. M. ABDULDJALIL (Indonésie) [Rapporteur de la Commission politique spéciale] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport de la Commission politique spéciale sur le point 37 de l'ordre du jour relatif à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Le rapport a été distribué à l'Assemblée générale sous la cote A/9931.

108. Comme l'indique le rapport, la Commission politique spéciale a consacré 20 réunions à cette question, entre le 26 septembre et le 28 novembre. Elle était saisie de différents documents, entre autres le rapport du Comité spécial de l'*apartheid* [A/9622 et Corr.1]; le rapport du Comité spécial de l'*apartheid* sur les violations par le régime sud-africain de la Charte des Nations Unies et des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité [A/9780]; le rapport du Comité spécial de l'*apartheid* sur les lois et règlements arbitraires promulgués et appliqués par le régime sud-africain afin de réprimer la lutte légitime pour la liberté [A/9781]; le rapport du Comité spécial de l'*apartheid* sur l'assistance fournie par les gouvernements et les organisations non gouvernementales à la population opprimée de l'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération [A/9803]; le rapport du Comité spécial de l'*apartheid* sur les mesures prises par les institutions spécialisées et les autres organisations intergouvernementales contre l'*apartheid* [A/9804 et Corr.1]; et le rapport du Secrétaire général sur le Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour l'Afrique du Sud [A/9606 et Corr.1/Add.1].

109. Ainsi que l'indique le premier rapport [A/9774], la Commission politique spéciale lors de sa 906<sup>e</sup> séance le 26 septembre 1974, sur la demande du Comité spécial de l'*apartheid*, a décidé sans vote de recommander à l'Assemblée générale d'inviter les représentants de l'African National Congress [ANC] d'Afrique du Sud et du Pan Africanist Congress [PAC] d'Azanie à participer aux débats de la Commission politique spéciale sur le point 37 de l'ordre du jour. A sa 2054<sup>e</sup> séance, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation et invité, par conséquent, les représentants des deux mouvements de libération à participer à la discussion sur le point 37, en qualité d'observateurs.

110. Au cours du débat, la Commission politique spéciale a aussi entendu les déclarations faites par les représentants des organisations internationales suivantes : le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine [OUA], le Président du South African Non-Racial Olympic Committee; le Secrétaire général adjoint de l'Afro-Asian Peoples Solidarity Organization et le Secrétaire général du Conseil mondial de la paix et ses représentants.

\* Reprise des débats de la 2254<sup>e</sup> séance.

111. A ses 937<sup>e</sup> et 940<sup>e</sup> séances les 22 et 28 novembre, la Commission politique spéciale a adopté les cinq projets de résolution suivants : le projet de résolution A relatif au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, qui a été adopté à l'unanimité; le projet de résolution B concernant l'embargo sur les armements contre l'Afrique du Sud, qui a été adopté par 100 voix contre une, avec 10 abstentions, lors d'un vote par appel nominal; le projet de résolution C touchant la libération des prisonniers politiques qui a été adopté par 111 voix contre zéro, avec 3 abstentions, lors d'un vote par appel nominal; le projet de résolution D sur le programme de travail du Comité spécial de l'*apartheid*, qui a été adopté par 106 voix contre zéro, avec 10 abstentions, lors d'un vote par appel nominal; et le projet de résolution E relatif à la situation en Afrique du sud, qui a été adopté par 90 voix contre 13, avec 15 abstentions, lors d'un vote par appel nominal.

112. Au paragraphe 23 de son rapport, la Commission politique spéciale recommande à l'Assemblée générale l'adoption de ces projets de résolution. En conclusion, qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir, au nom de la Commission, que toutes les recommandations seront approuvées par l'Assemblée générale,

*Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Commission politique spéciale*

113. Le PRÉSIDENT : J'invite l'Assemblée générale à examiner le projet de résolution A relatif au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud. La Commission politique spéciale a adopté ce projet de résolution sans objection. Fuis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

*Le projet de résolution A est adopté [résolution 3324 A (XXIX)].*

114. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution B, intitulé "Embargo sur les armements contre l'Afrique du Sud". Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques,

Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie,

*Vote contre :* Etats-Unis d'Amérique.

*S'abstiennent :* Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Par 109 voix contre une, avec 9 abstentions, le projet de résolution B est adopté [résolution 3324 B (XXIX)]<sup>4</sup>.*

115. Le PRÉSIDENT : J'invite l'Assemblée à se prononcer sur le projet de résolution C intitulé "Libération des prisonniers politiques". Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Belgique, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

*Votent contre :* néant.

*S'abstiennent :* Malawi, Etats-Unis d'Amérique.

*Par 118 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution C est adopté [résolution 3324 C (XXIX)]<sup>5</sup>.*

116. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution D, intitulé "Programme de travail du Comité spécial". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution a été distribué sous la cote A/9956. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :* Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique



de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Danemark, République dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe syrienne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

*Votent contre* : néant.

*S'abstiennent* : Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Israël, Italie, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

*Par 111 voix contre zéro, avec 10 abstentions, le projet de résolution D est adopté [résolution 3324 D (XXIX)]<sup>5</sup>.*

117. Le PRÉSIDENT : Aux termes du paragraphe 12 du projet de résolution qui vient d'être adopté, l'Assemblée générale :

*“Décide d'élargir la composition du Comité spécial et prie le Président de l'Assemblée générale, agissant en consultation avec les groupes régionaux, de nommer des membres additionnels, compte tenu du principe d'une représentation géographique équitable.”*

Le Président fera connaître ultérieurement à l'Assemblée le nom des nouveaux membres de ce comité.

118. L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution E intitulé “La situation en Afrique du Sud”. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour* : Afghanistan, Albanie, Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, République dominicaine, Ethiopie, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone,

Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

*Votent contre* : Belgique, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

*S'abstiennent* : Australie, Autriche, Canada, Chili, El Salvador, Fidji, Finlande, Grèce, Japon, Lesotho, Malawi, Nouvelle-Zélande, Portugal, Espagne.

*Par 95 voix contre 13, avec 14 abstentions, le projet de résolution E est adopté [résolution 3324 E (XXIX)]<sup>6</sup>.*

119. Le PRÉSIDENT : Je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

120. M. OGBU (Nigéria) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai demandé la parole, en qualité de président en exercice du Comité spécial de l'*apartheid* — qui a été récemment rebaptisé “Comité spécial contre l'*apartheid*” [*résolution 3324 D (XXIX) par. 11*] en reconnaissance de son rôle actif dans la lutte contre l'*apartheid* — pour exprimer la reconnaissance des membres du Comité spécial à l'Assemblée générale pour son approbation.

121. Le Comité spécial est très encouragé par l'adoption, à de telles majorités, de ses recommandations tendant à redoubler d'activité à l'échelle internationale pour soutenir le peuple opprimé d'Afrique du Sud. Les résolutions qui viennent d'être adoptées confient des responsabilités supplémentaires au Comité spécial et je tiens à assurer l'Assemblée, au nom de tous les membres actuels du Comité, que nous nous efforcerons de nous acquitter de notre mieux de ces responsabilités.

122. Le Comité spécial, comme indiqué dans son dernier rapport [*A/9622 et Corr.1*], est très conscient du fait que les événements récents en Afrique australe et dans le reste du monde marquent un tournant dans la lutte du peuple sud-africain ainsi que dans les efforts déployés par la communauté internationale pour éliminer l'*apartheid*. Avec la coopération sincère de tous les Etats Membres, nous pouvons escompter une prompte victoire dans cette longue lutte, victoire dont le Comité spécial n'a jamais douté.

123. Les décisions prises par l'Assemblée générale à la présente session représentent une nouvelle étape dans l'action internationale contre l'*apartheid*. Non seulement l'Assemblée générale a rejeté les pouvoirs de la délégation du régime minoritaire blanc de l'Afrique du Sud, mais elle a décidé que cette délégation ne pouvait participer aux délibérations de cette auguste instance à la présente session. D'autre part, elle a invité les mouvements de libération d'Afrique du Sud, qui sont les représentants authentiques du peuple opprimé de l'Afrique du Sud, à participer aux débats sur l'*apartheid*.

124. Je tiens à souligner qu'en fait, c'est le régime sud-africain qui s'est retranché lui-même de cette assemblée ainsi que de toutes les organisations inter-

nationales en privant la grande majorité du peuple sud-africain de son droit légitime à participer au gouvernement, à la vie économique et à la vie culturelle du pays. Dans les circonstances actuelles, nous ne pouvons coopérer avec ce régime à moins de transiger avec les principes de la Charte.

125. Ce que nous cherchons en Afrique australe, c'est l'égalité des droits et des devoirs pour tous les habitants de cette région, quelles que soient leur race, leur couleur ou leurs croyances.

126. Comme le Manifeste de Lusaka<sup>7</sup>, entériné par l'Assemblée voici cinq ans [voir résolution 2505 (XXIV)], le déclarait, le principe de l'égalité et de la dignité de l'homme ne saurait faire l'objet d'aucun compromis.

127. Dans les résolutions qu'elle vient d'adopter, l'Assemblée générale demande une fois de plus la solution pacifique de la grave situation qui règne en Afrique du Sud, sur la base de la reconnaissance de l'égalité de tous les habitants de ce pays. L'Assemblée générale a souligné qu'il ne saurait y avoir de solution pacifique sans amnistie inconditionnelle pour toutes les personnes poursuivies en raison de leur opposition à l'*apartheid* et sans l'abolition de toutes les mesures de répression, y compris la mise hors la loi du ANC et du PAC d'Azanie, les deux mouvements de libération reconnus par l'OUA.

128. C'est le régime sud-africain qui a fermé la porte aux possibilités de changement pacifique en réprimant brutalement les dirigeants des mouvements de libération. La voie d'un règlement pacifique ne sera ouverte que lorsque les grilles des prisons sud-africaines le seront aussi.

129. Ce n'est que lorsque les représentants véritables de tous les habitants de l'Afrique du Sud se réuniront dans la liberté et l'égalité que des consultations constructives pourront avoir lieu au sujet de l'avenir de l'Afrique du Sud et que des arrangements transitoires pourront être envisagés pour apaiser les craintes ou faire face aux problèmes particuliers de certains éléments de la population. La minorité blanche à elle seule ne peut être autorisée à décider du sort du pays, et elle ne le sera pas, que ce soit de manière unilatérale ou en vertu d'accords avec des chefs de tribu ou d'autres personnes que cette minorité juge être des partenaires commodes pour assurer l'inégalité.

130. Par les résolutions qu'elle a adoptées aujourd'hui, l'Assemblée générale a réaffirmé l'engagement des Nations Unies de venir en aide au peuple d'Afrique du Sud pour qu'il parvienne à la liberté et à l'égalité. Elle s'est engagée à redoubler d'efforts pour que le racisme soit aboli dès que possible et avec le moins possible de souffrances et d'effusions de sang.

131. Notre engagement d'assurer la liberté en Afrique du Sud est sans réserve. Nous rejetons toutes tentatives faites pour limiter les droits inaliénables des peuples opprimés, y compris leur droit de choisir leurs moyens de lutte, compte tenu de la situation dans le pays.

132. Soucieux d'éviter les dangers d'un conflit racial, nous suivons avec attention les déclarations qui nous viennent d'Afrique du Sud depuis quelques semaines. Nous sommes heureux de constater que le régime sud-africain reconnaît que l'Afrique du Sud fait partie de l'Afrique et que la communauté blanche

ne cherche pas à être l'appendice d'un autre continent. Mais il n'y a guère de preuve qu'il soit prêt à renoncer à la discrimination raciale. Que personne ne se laisse tromper par les efforts qu'il déploie pour offrir un visage amical à l'Afrique et au monde, ou pour diffuser une propagande parlant du racisme qu'il pratique comme d'un "multinationalisme".

133. L'Afrique du Sud poursuit ses plans tendant à fragmenter le pays et prive les Africains de leurs droits en créant des bantoustans ou de prétendus Etats indépendants. La création de bantoustans n'est certes pas une solution, mais la meilleure façon d'assurer un conflit prolongé.

134. Nous constatons aussi qu'au cours des dernières semaines, le régime sud-africain a arrêté beaucoup plus de dirigeants noirs en vertu du sinistre *Terrorism Act*. Il s'est vengé même contre les familles de prisonniers politiques. Nous sommes profondément préoccupés par la sécurité de nombreux prisonniers qui ont vieilli ou sont tombés malades dans les geôles de l'*apartheid*.

135. Comme si ces mesures n'étaient pas assez draconiennes, la semaine dernière le régime sud-africain a confisqué le passeport du révérend Beyers Naude et d'autres dirigeants de l'Institut chrétien, qui préconisaient une solution pacifique et juste à la grave situation qui règne en Afrique du Sud.

136. Nous venons d'apprendre aussi que M. 'Bram Fischer, fils d'une illustre famille afrikaner et éminent humaniste et juriste afrikaner lui-même, qui avait été condamné à l'emprisonnement à vie en 1966 pour avoir soutenu le mouvement de libération, est tombé gravement malade et est atteint d'un cancer. Il marche sur des béquilles depuis deux mois et souffre beaucoup. Le régime sud-africain, dont certains Etats Membres défendent de toutes leurs forces la modération et la bienveillance, non seulement a refusé de le relâcher, mais a limité les visites de sa famille à deux par semaine. Voilà une nouvelle preuve du cynisme du régime Vorster. Nous espérons que le Secrétaire général et le Comité international de la Croix-Rouge intercéderont pour que cet homme courageux et respectable puisse passer les derniers jours de sa vie en liberté.

137. L'Assemblée générale a dû, une fois de plus, exprimer sa déception et sa tristesse devant les mesures prises par certains Etats et certains intérêts qui continuent de collaborer avec le régime sud-africain, empêchant ainsi les efforts des Nations Unies d'aboutir à une solution pacifique. Ils ont encouragé la minorité blanche à poursuivre une voie de suicide, causant d'immenses souffrances à la grande majorité de la population sud-africaine.

138. Aujourd'hui, alors que même certains éléments de la minorité blanche reconnaissent enfin qu'un changement doit intervenir, nous espérons que ces forces extérieures renonceront à leurs activités totalement égoïstes et nuisibles.

139. Ma délégation est profondément attristée par certaines déclarations faites récemment au sujet des Nations Unies. Nous sommes troublés de constater qu'au moment même où la valeur intrinsèque des Nations Unies semble être mieux comprise, certains Etats Membres font des déclarations qui risquent d'affaiblir l'Organisation. Il est évident qu'avec l'interdépendance croissante de toutes les nations, aucune

nation, aucun groupe de nations, ne peut inventer un nouvel ordre mondial capable de remplacer l'Organisation déjà vieille de 29 ans.

140. Je pense que, dans l'examen du rôle des Nations Unies à l'heure actuelle, il faut réfléchir davantage à la meilleure façon d'opérer un rapprochement des points de vue, sans compromettre les idéaux nobles et élevés de la Charte, plutôt que de mettre l'accent sur la force de telle ou telle nation particulière. Si le vote de la majorité a, malheureusement, été interprété comme une source d'irritation pour des minorités riches et puissantes, n'est-il pas juste d'examiner les questions en jeu et les principes qui ont motivé le vote ? N'oublions pas, que ce n'est pas de gaieté de cœur que les peuples coloniaux ont consenti les grands sacrifices qu'ils ont faits dans leur lutte pour l'indépendance nationale. Après tout, l'égalité souveraine des nations est au cœur des opérations des Nations Unies. N'oublions pas qu'aucun Etat ne ferait partie de l'Organisation s'il pensait être privé d'une partie de sa souveraineté ou de son droit de vote.

141. Ceux qui ont décidé de jouer les Jérémies à propos de la voie dans laquelle s'engagent les Nations Unies se doivent à eux-mêmes et à la communauté internationale de découvrir la véritable cause de ce qu'ils estiment être une désillusion croissante à l'égard de la communauté mondiale. Ma délégation leur recommande vivement de réfléchir un peu et de procéder à un examen de conscience serein. Ce faisant, ils verront peut-être pourquoi ils ne semblent pas conserver l'appui de leurs alliés ou amis traditionnels mêmes en ce qui concerne certaines questions de principes cruciales. Ils se demanderont peut-être si, dans ce monde changeant, ils méritent honnêtement, en cette noble enceinte, le soutien des nouvelles nations, alors qu'ils s'obstinent à rêver du bon vieux temps de la domination impérialiste, qu'ils appuient des mesures tendant à perpétuer l'injustice et l'exploitation économiques, ou se rabattent sur des arguments spécieux, au lieu de soutenir de tout le poids de leur autorité et de leur influence les Nations Unies dans l'examen des sinistres pratiques du racisme et du déni flagrant des droits fondamentaux de l'homme à de nombreux peuples colonisés. Toutes ces pratiques sont certainement contraires à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

142. Certains Etats Membres ont été critiqués pour avoir, dit-on, imposé par la force des résolutions qu'ils ne seront pas en mesure de mettre en œuvre. Combien d'Etats Membres appartenant à la minorité ont proposé des solutions de rechange à ces projets de résolution qu'ils qualifient de tendancieux ? Combien parmi eux se sont montrés disposés à harmoniser leurs vues avec les autres ? S'attendent-ils à ce que leurs opinions constituent une série de diktats ?

143. L'histoire de l'humanité montre que la puissance et l'influence passent d'une région à l'autre. La puissance et l'influence n'ont jamais été l'apanage d'une même région ou d'un même groupe pendant très longtemps. Nous devons donc être conscients de cette évolution. Je me rappelle les paroles du poète anglais Alfred Lord Tennyson, qui écrivait :

“Le vieil ordre change pour faire place au nouvel ordre

Et Dieu s'accomplit de diverses façons  
pour éviter qu'une bonne habitude ne corrompe le monde.”

Nous espérons que les Etats-Unis ne pensent pas pouvoir nous obliger à envisager tous les problèmes mondiaux dans la seule optique américaine.

144. Les Nations Unies, comme toutes les autres institutions humaines, appellent des critiques de temps à autre. Mais cette fois-ci, j'estime qu'elles sont critiquées pour les pires raisons possibles et pour de fausses raisons. Je pense, qu'au lieu de jouer les prophètes de malheur, nous devrions nous rappeler les idéaux des auteurs de la Charte qui voulaient créer un nouvel ordre mondial fondé sur le courage, le respect de l'égalité et de la souveraineté des peuples, qu'ils soient grands ou petits, faibles ou puissants, un monde fondé sur la justice et la coopération économique plutôt que sur l'exploitation, un monde décidé à encourager et à respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

145. Nous devons nous rappeler qu'aucun pays n'est au-dessus des normes du droit international tel qu'il s'exprime dans la volonté souveraine et collective des représentants de la communauté internationale. Ai-je besoin de dire que si nous renonçons à la primauté du droit, nous préconiserons ainsi le règne de la force, et les conséquences de cet état de choses ne sont que trop claires et de mauvais augure.

146. Comme l'Assemblée générale vient de le réaffirmer, la pleine application de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud est indispensable si nous voulons empêcher sur la situation en Afrique du Sud ne s'aggrave. Il est impératif que le Conseil de sécurité prenne des mesures urgentes et efficaces pour assurer l'application de l'embargo sur les armes en vertu du Chapitre VII de la Charte. Cela s'impose maintenant plus que jamais, car alors que l'Afrique du Sud semble maintenant saisie de panique sous la pression de l'opinion publique mondiale pour l'amener à s'amender, nous craignons que l'Afrique, déjà victime de manœuvres subversives, ne devienne bientôt l'objet d'un véritable chantage nucléaire.

147. Le Comité spécial a suivi de très près cette année les consultations avec les gouvernements et les organisations de nombreux pays afin de mettre un terme à la collaboration avec le régime sud-africain et encourager une action internationale concertée contre l'*apartheid*. Nous avons eu des consultations fructueuses non seulement avec les gouvernements et organisations qui ont toujours appuyé les résolutions des Nations Unies jusqu'ici, mais encore avec ceux qui ne les ont pas appuyées. Le Comité spécial étendra ces consultations au cours de l'année à venir, grâce à l'autorisation qu'il vient de recevoir de la part de l'Assemblée générale. Nous invitons de façon pressante tous les gouvernements et organisations à réfléchir sérieusement aux résolutions adoptées aujourd'hui et à trouver le moyen de coopérer à leur mise en œuvre.

148. La cause du peuple sud-africain est la cause de toute l'humanité. Nous recherchons la coopération de tous les Etats, de toutes les organisations et de tous les individus dans la lutte contre l'*apartheid*.

149. En conclusion, nous espérons que toutes les nations, grandes et petites, pauvres et riches, pour reprendre les termes de l'un de mes poètes favoris :

“Prendront notre querelle avec l'ennemi  
Nos mains chancelantes leur passant le flambeau  
Qu'elles tiendront bien haut  
Mais si l'on nous trahit dans la mort  
nous ne dormirons pas, tandis que les  
coquelicots pousseront au pays des Flandres.”

150. Mlle WHITE (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a demandé la parole pour dire quelques mots sur le projet de résolution que nous venons d'adopter, intitulé “Embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud”. Etant donné que la délégation des Etats-Unis a déjà exposé sa position à l'égard de ce projet de résolution au sein de la Commission politique spéciale, je n'y reviendrai pas. J'aimerais simplement appeler l'attention de l'Assemblée générale sur deux points. Tout d'abord, les Etats-Unis estime que les sanctions ne sont pas un moyen efficace pour obliger l'Afrique du Sud à modifier sa politique raciale. Ensuite, les Etats-Unis ont décidé un embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud avant que les Nations Unies ne le fassent. Nous continuons d'empêcher la vente d'équipements militaires à l'Afrique du Sud. Nous avons cessé de collaborer avec l'Afrique du Sud sur les questions maritimes et militaires depuis plus de dix ans, et nous n'envisageons pas de reprendre dans l'avenir une telle collaboration.

151. M. THAPA (Népal) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation prend la parole pour expliquer son vote sur le projet de résolution E, intitulé “Situation en Afrique du Sud”. Ma délégation a voté en faveur de ce projet de résolution que nous venons d'adopter, mais tient à exprimer ses réserves sur le cinquième alinéa du préambule et sur le paragraphe 8 de la résolution. La position de ma délégation sur l'importante question soulevée au paragraphe 8 a été expliquée clairement ici même ainsi qu'au sein de la Commission politique spéciale.

152. M. EKUA MIKO (Guinée équatoriale) [*interprétation de l'espagnol*] : J'ai le regret de dire que

ma délégation n'a pu être présente lorsque l'Assemblée a examiné le rapport de la Commission politique spéciale [A/9931], sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. A cet égard, j'aimerais demander que le procès-verbal de cette séance indique que nous aurions voté en faveur de l'ensemble des projets de résolution contenues dans le rapport de la Commission politique spéciale.

153. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée a ainsi achevé l'examen du point 37 de son ordre du jour, exception faite de la nomination des membres supplémentaires du Comité spécial contre l'*apartheid*, dont le nom sera communiqué à une séance ultérieure.

*La séance est levée à 13 h 50.*

#### NOTES

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément de janvier, février et mars 1974, document S/11204.

<sup>2</sup> Distribué ultérieurement comme document A/L.757.

<sup>3</sup> La délégation hongroise a fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui ont voté en faveur de l'amendement.

<sup>4</sup> Les délégations égyptienne, islandaise et souazi ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leur pays figurent au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution. Les délégations canadienne et uruguayenne ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leurs pays figurent au nombre de ceux qui se sont abstenus.

<sup>5</sup> Les délégations égyptienne et souazi ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leurs pays figurent au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution. La délégation uruguayenne a informé le Secrétariat qu'elle désirait que son pays figure au nombre de ceux qui se sont abstenus.

<sup>6</sup> Les délégations égyptienne et souazi ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leurs pays figurent au nombre de ceux qui ont voté en faveur du projet de résolution. Les délégations islandaise et uruguayenne ont fait savoir ultérieurement au Secrétariat qu'elles désiraient que leurs pays figurent au nombre de ceux qui se sont abstenus.

<sup>7</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/7754.